Arrêts de travail dans l'éducation : Le CDM appelle au respect des lois et à la préservation de la stabilité sociale

MALI

1875

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 28 JANVIER 2026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



PARAMOUNT–EMBRAER

La justice entre scandale et dévoiement procédural

Le procès « PARAMOUNT–EMBRAER » illustre à la fois la gravité du détournement de fonds publics au Mali et les limites préoccupantes de notre système judiciaire. Treize accusés présents et cinq en fuite, dont d'anciens ministres et hauts responsables militaires, sont poursuivis pour des infractions économiques majeures.



Régulation des web médias au Mali : Clarifications sur la redevance et le rôle de la HAC



La première édition du Festival des Films sino-maliens : Un pont culturel entre la Chine et le Mali

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité-SA.

Sommaire «

P.10



P.13



P.20



Une / PARAMOUNT–EMBRAER : La justice entre scandale et dévoiement procédural **P.4**

Brèves /
Création d'une monnaie commune de l'AES : Bamako met fin aux rumeurs **P.9**
La France en pointe dans la régulation numérique : Interdiction des réseaux sociaux pour les moins de 15 ans dès la rentrée scolaire 2026 **P.9**
Énergie et intégration régionale : Le Niger et l'Algérie consolident leur coopération **P.10**
Lancement du recensement industriel national : Le Mali se dote d'un outil stratégique de planification **P.10**

Actualité /
L'OCS frappe fort à Bamako : Saisies record de Kush et démantèlement de réseaux de distribution **P.13**
Régulation des web médias au Mali : Clarifications sur la redevance et le rôle de la HAC **P.15**

Politique /
Arrêts de travail dans l'éducation : Le CDM appelle au respect des lois et à la préservation de la stabilité sociale **P.18**
Jeunesse malienne de la diaspora : Engagement, actions et perspectives selon El Hadj Mohamed El Dicko **P.20**

Culture & société /
La première édition du Festival des Films sino-maliens : Un pont culturel entre la Chine et le Mali **P.23**

International /
Guinée : Amadou Oury Bah reconduit Premier ministre **P.25**
Mort d'Alex Pretti : Obama et Clinton appellent à défendre les valeurs fondamentales des États-Unis **P.26**

Sport / Offre à 450 millions d'euros : Sergio Ramos négocie l'acquisition du Séville FC **P.28**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



PARAMOUNT–EMBRAER

La justice entre scandale et dévoiement procédural

Le procès « PARAMOUNT–EMBRAER » illustre à la fois la gravité du détournement de fonds publics au Mali et les limites préoccupantes de notre système judiciaire. Treize accusés présents et cinq en fuite, dont d'anciens ministres et hauts responsables militaires, sont poursuivis pour des infractions économiques majeures. Le Parquet a requis la réclusion criminelle à perpétuité pour les absents et dix ans de prison pour les présents. Mais derrière ces chiffres et ces peines, une question cruciale se pose : la justice applique-t-elle vraiment la loi, ou la tord-elle pour atteindre un verdict symbolique ?

Le contexte légal ne peut être ignoré. Avec l'adoption des nouveaux codes de procédure pénale et pénal, la suppression des cours d'assises a profondément transformé le paysage judiciaire. Toutes les affaires en cours devant les anciennes institutions judiciaires auraient dû être reprises strictement selon les nouvelles règles. Or, dans ce procès, de nombreux avocats ont dû relever des exceptions de procédure, soulignant que certains droits fondamentaux des accusés pourraient être violés. L'impression qui se dégage est que, face à l'urgence médiatique et à la pression politique, certaines étapes essentielles du procès risquent d'être négligées.

Les accusations sont lourdes : faux, usage de faux, atteinte aux biens publics et blanchiment de capitaux. Les milliards détournés – 11 milliards pour le contrat PARAMOUNT et 7 milliards pour EMBRAER – représentent autant



de promesses trahies pour l'État et les citoyens maliens. Mais sanctionner des responsables doit passer par une justice rigoureuse et respectueuse de la procédure. Sans cela, même les peines les plus sévères perdent leur légitimité et fragilisent la confiance des citoyens dans les institutions.

Le rôle de la justice devrait être double : établir la vérité sur les détournements et garantir que les accusés soient jugés dans le strict respect de la loi, conformément aux nouveaux codes. Tout manquement à cette règle fondamentale transforme un procès nécessaire en spectacle politique et alimente le doute sur l'indépendance judiciaire.

PARAMOUNT–EMBRAER n'est donc pas seulement un scandale financier : c'est un test pour le système judiciaire malien. Peut-il concilier fermeté et impartialité ? Peut-il sanctionner les responsables tout en respectant scrupuleusement les droits de la défense ? L'avenir de la confiance citoyenne dans l'État et ses institutions en dépend. Une justice qui ignore la procédure pour atteindre un résultat ne fait pas progresser la Refondation : elle en compromet les fondements.

Le Mali a besoin de sanctions exemplaires, oui, mais surtout d'une justice qui respecte ses propres règles, protège les droits des accusés et restaure la légitimité de ses institutions. Toute autre approche serait une victoire pour l'impunité déguisée et un recul pour l'État de droit.

Moctar Sow



Ambassade de Chine au Mali



Le 23 janvier, S.E.M. LI Xiang, Ambassadeur de Chine au Mali, a rencontré M. Tidiane Badian KOUYATE, Conseiller des affaires asiatiques du Président malien. Les deux parties s'engagent à travailler en commun pour l'approfondissement de l'amitié et de la coopération gagnant-gagnant sino-malienne.



Univers Des Stars Guinéennes



TRISTE !
HALIMA GADJI avait demandé des "Rakats" , formes de prières dans l'Islam, au cas où elle venait à décéder.
Elle : <<Parceque les morts ne lisent pas les postes Facebook, si demain je pars, je te prie juste de faire 2 rakats pour moi et me pardonner si j'ai eu à t'offenser !



Ouverture Média - OM

#OM-INFO : Triste nouvelle
L'actrice sénégalaise Halima Gadji, connue du grand public sous le nom de Marème Diall, est décédée. La nouvelle a suscité une vive émotion dans le monde de la culture et du cinéma.
Nos pensées vont à sa famille, à ses proches et à tous ceux qui l'ont aimée.
Paix à son âme.
Source : Seneweb



Niceboy Autorités Drabo



#AES: URGENT Nous peuple de l'AES condamnons avec la plus grande fermeté le blocage des blindés du au port du .Vive Tiani

Ammy Baba Cisse



Le Sultan du barreau malien, Me Alassane Diop, avec un style qui colle et qui parle. Toujours les doigts aux claviers, les lunettes bien ajustées devant des yeux qui se clignent à un rythme atypique. Me Alassane Diop disait que la JUSTICE était une question de textes mais surtout que c'était une question de BON SENS. On ne doit pas avoir peur de la loi mais on doit plutôt avoir peur du juge qui applique la loi.



Arouna le sage 24

Scandale au Ministère de l'éducation nationale du Mali. Des directeurs d'académies et des CAP témoignent le business orchestré dans les nominations.
Adama Fomba et les pots de vin dans les nominations.
En 2024, Adama Fomba, membre du CNT, ancien syndicaliste du SYPESCO a manipulé le frère du Président Ousmane GOITA pour imposer des nominations au département de l'Education nationale avec la complicité d'un conseiller de Assimi, du nom de Morifing Cissé.
Il a procédé à la nomination de 54 directeurs du Centre d'animation pédagogique (CAP) en raison de 2 millions par personne.
Il a remplacé 21 directeurs d'académies en raison de 4 millions par personne et 5 directeurs nationaux en raison de 8 millions par personne.
Les conditions de paiement, chaque agent nommé doit chercher un moyen de déduire la somme de son budget de fonctionnement. Ensuite dans sa folie de course à la richesse, il a fait nommer même des proviseurs en mois de novembre qui doivent aller à la retraite en décembre. C'était le cas à Doeuntza. L'argent est devenu la norme.
Le ministre de l'éducation est effacé. Il ne gère rien et ne prend aucune décision. Il est à la tête du département par simple décoration.
Lui-même, il est impératif de le rappeler, qui a fui en pleine tempête dans les années 1980 pour aller vendre ses connaissances à vil prix au Gabon et revient prendre une retraite dorée au Mali. Quel est le message envoyé par la junte ?
D'abord, quand Adama Fomba a voulu imposer son jeu, l'ancien Segal Dicko a refusé de marcher dans la corruption avec le conseiller juridique Diallo. Il a passé par Ousmane GOITA pour les remplacer. C'est comme ça, ils ont amené deux leurs éléments comme Segal et après le second comme conseiller juridique. Les dossiers ne passent plus par la DRH et aucune enquête de moralité n'a été faite. Il s'agit de celui qui a payé.
Ce scandale devenu viral sur les réseaux sociaux à travers des témoignages venant des directeurs de CAP et d'académies qui nous ont contactés mérite l'attention du public malien. A quoi faut-il s'attendre ? Un pays déjà ruiné par le terrorisme auquel il faut ajouter les décisions solitaires d'un élément qui n'a aucun bénéfice en matière d'intégrité et d'éthique.
Le peuple du Mali doit se réveiller. ASSIMI le pustchiste est juste laxiste. Il a confié la gestion du département de l'éducation à Adama Fomba et à son frère Ousmane GOITA pour se faire pleines les poches.
Selon des témoignages au sein de l'académie Rive droite, la directrice de cette même académie et un directeur du centre des examens de l'éducation ne jurent que par le nom de Fomba. C'est le même Adama Fomba qui pilote l'académie Rive droite et le CNECE à distance. Et un point essentiel, nous confie, notre source au sein de l'académie qu'il a fait nommer un de ses protégés comme chef de Division au CNECE alors qu'on lui reproche d'avoir un faux diplôme et un niveau insuffisant d'où des statistiques erronées aux examens 2025 après un grand scandale de corruption.
En tout cas, nous allons dénoncer toutes les pratiques malsaines du régime.



Mohamed Mamata Touré



MAHAMADOU KANE : LA VOIX DE L'EXIGENCE , L'ÉCHO DE L'ENGAGEMENT
<< Il n'est jamais aisé de parler de soi >> , dit-il
Grand témoin des soubresauts et des espoirs du continent , Mahamadou KANE incarne cette génération de journalistes maliens pour qui l'information est un sacerdoce
Journaliste chevronné , Rédacteur en Chef Adjoint à Radio Klédu et

Correspondant de la Deutsche Welle (DW) au Mali , il a su transformer le micro en un outil de construction citoyenne et de rayonnement international
Né en 1983 à Nioro du Sahel , Mahamadou KANE a forgé sa rigueur aux meilleures sources
Diplômé de la prestigieuse École Supérieure de Journalisme de Lille (ESJ-Lille) et sociologue de formation (Université Mandé Bukari) , il allie la profondeur de l'analyse sociale à la précision chirurgicale de l'écriture journalistique
Sa soif d'apprendre l'a mené des salles de rédaction de Bamako aux centres de formation de RFI et de la DW en Allemagne , faisant de lui un expert multidisciplinaire
Sa carrière est une odyssée à travers les grands enjeux de notre temps
Expert des questions migratoires , il a produit des reportages poignants tels que « Oujda : le rubicond des migrants subsahariens » ou « Le retour à tout prix » , témoignant d'une humanité rare
Son expertise lui a valu d'être sélectionné par le Département d'État Américain pour le prestigieux programme IVLP (International Visitors Leadership Program) en 2015 , et de couvrir des événements historiques , du procès Al Mahdi Al Faqi à la Cour Pénale Internationale (La Haye) aux sommets du Forum Économique Mondial d'Addis-Abeba
Un Pilier de l'Information et de la Démocratie
Au Mali , son nom est indissociable de la crédibilité de Radio Klédu
Modérateur en chef du grand « Débat Politique » , il est celui qui interroge , qui clarifie et qui éveille les consciences
Son engagement ne s'arrête pas au studio :
Sentinelle de la démocratie : Il a couvert chaque scrutin majeur au Mali et au Sénégal depuis 2007
Formateur et Mentor : Il a transmis son savoir sur le journalisme d'investigation et l'information humanitaire pour des organismes comme Internews et Amnesty International
Global Shaper : Désigné par le Forum de Davos , il est l'un des bâtisseurs du Hub de Bamako
La reconnaissance de ses pairs est à la mesure de son talent. Lauréat du Soreke d'Or UEMOA en 2010 pour le meilleur magazine sur l'intégration africaine et prix Talents de Presse en 2013 , il a été élevé au rang de Citoyen Modèle de la Commune VI , une distinction qui souligne l'impact social d'un homme resté proche des siens
L'Homme de Conviction
Parfaitement polyglotte (Français , Bambara , Soninké, Anglais) , Mahamadou KANE est un pont entre les cultures et les peuples
Son itinéraire, qui l'a conduit à travers plus de 14 pays , est celui d'un intellectuel malien moderne : enraciné dans les valeurs de Nioro du Sahel et résolument ouvert sur le monde
Mahamadou KANE n'est pas seulement un journaliste ; il est une archive vivante du Mali contemporain , une voix qui refuse le cliché pour ne servir que la vérité
Sa Majesté Mohamed Mamata Touré
ANKO MALI



Djimé Kanté

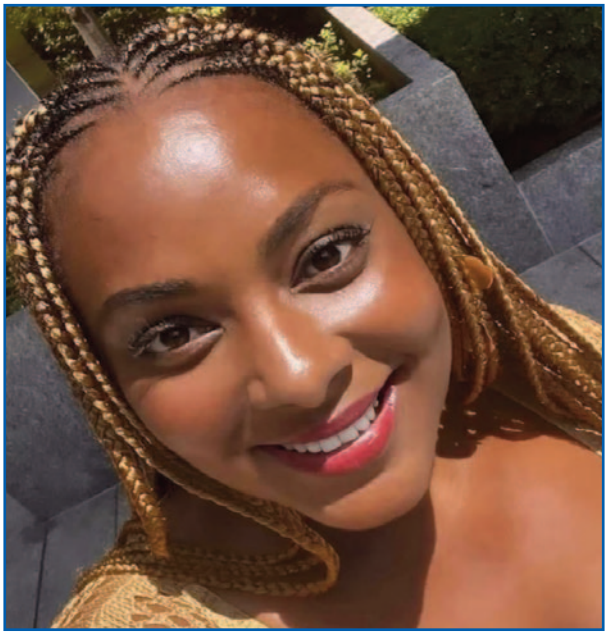


Dabanani, Railda, les alentours de l'Asselblée Nationale et plusieurs endroits de Bko regorgent d'enfts qui se droguent, volent au su de tous sous le couvert de la mendicité. Ça doit s'arrêter et tout de suite !

Didier Awadi



MERCI MA SOEUR POUR TON SOUTIEN ET TON AMOUR. TA VIE EST UNE LEÇON. TU RESTES À JAMAIS DANS MON COEUR. VA EN PAIX SISTA



Création d'une monnaie commune de l'AES : Bamako met fin aux rumeurs



Le Ministère de l'Économie et des Finances du Mali a récemment émis un démenti formel concernant des informations erronées qui circulaient sur la création d'une monnaie commune au sein de la Confédération des États du Sahel (AES). En effet, des rumeurs et des articles de presse non vérifiés faisaient état de la mise en place imminente d'une monnaie unique entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Ces allégations ont été catégoriquement niées par les autorités financières de Bamako.

Dans un communiqué signé par Abdoulaye TRAORE, Secrétaire Général du ministère, il a été clairement spécifié qu'aucune annonce officielle n'avait été faite quant à la création d'une monnaie commune ou à l'établissement d'un calendrier opérationnel à ce sujet. Le Ministère insiste sur le fait que les décisions stratégiques au sein de la Confédération de l'AES ne sont pas prises sur les réseaux sociaux, mais suivent des processus institutionnels rigoureux et des mécanismes de concertation entre les trois États membres.

Il est souligné qu'en cas de décision d'une telle envergure, des communications officielles spécifiques seront diffusées via les canaux gouvernementaux appropriés, et non par le biais de fuites non vérifiées. Les autorités appellent à la vigilance face à la propagation de fausses informations, encourageant les médias et le grand public à se référer uniquement aux sources officielles pour toute information sensible et à vérifier la véracité des documents avant de les relayer.

Le Ministère de l'Économie et des Finances exprime son engagement en faveur d'une communication responsable et remercie le public pour sa vigilance, soulignant l'importance de lutter contre la désinformation pour respecter les aspirations légitimes des peuples de l'AES.

Fatou Sissoko

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

La France en pointe dans la régulation numérique : Interdiction des réseaux sociaux pour les moins de 15 ans dès la rentrée scolaire 2026



La rentrée scolaire de l'année 2026 marquera un tournant majeur dans la régulation numérique en France. En effet, l'Assemblée nationale a récemment approuvé une mesure révolutionnaire : l'interdiction des réseaux sociaux pour les moins de 15 ans. Cette décision, soutenue par un consensus scientifique et une forte demande sociale, positionne la France à l'avant-garde de la régulation numérique mondiale.

Ce qui était initialement un projet de loi en discussion a été transformé en une réalité législative significative : le Parlement a adopté le texte interdisant l'accès aux plateformes numériques pour les adolescents de moins de 15 ans. Cette démarche fait suite à de nombreux rapports mettant en garde contre les dangers d'une exposition précoce et non régulée aux écrans.

Le Président de la République, Emmanuel Macron, a salué cette avancée en annonçant l'activation de la procédure accélérée pour garantir une mise en œuvre dès le 1er septembre prochain. Dans une déclaration forte, le chef de l'État a justifié cette mesure par la volonté de protéger la souveraineté mentale et nationale des jeunes générations, soulignant que "le cerveau de nos enfants n'est pas à vendre, ni aux plateformes américaines, ni aux réseaux chinois, car leurs rêves ne doivent pas être dictés par les algorithmes".

L'objectif principal du gouvernement est de lutter contre l'augmentation des troubles de la santé mentale chez les jeunes, tels que le cyber-harcèlement, les troubles de l'attention et la dépression liée à l'image de soi. En empêchant l'accès aux réseaux sociaux avant l'âge de 15 ans, la France aspire à transformer une "génération anxieuse" en une jeunesse engagée autour des valeurs républicaines et du monde réel.

Précurseur dans la régulation des plateformes depuis 2018, la France devient le premier pays d'Europe à franchir ce cap symbolique. La nouvelle loi imposera aux plateformes de vérifier l'âge de leurs utilisateurs par des procédés techniques fiables, sous peine de sanctions sévères. Le texte devra maintenant être examiné par le Sénat, mais avec l'activation de la procédure accélérée, le gouvernement affiche sa détermination : les adolescents français seront officiellement protégés par un bouclier numérique dès la prochaine rentrée.

Arouna Sidibé

Énergie et intégration régionale : Le Niger et l'Algérie consolident leur coopération



Le Premier ministre nigérien, S.E. Ali Mahaman Lamine Zeine, a accueilli le lundi 26 janvier 2026 une délégation algérienne dirigée par le Ministre d'État, Ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, M. Mohamed Arkab. Cette rencontre de travail de haut niveau à Niamey a été l'occasion de discuter des enjeux majeurs liant les deux nations, en particulier dans le domaine de l'énergie et de l'intégration.

L'un des points clés abordés lors de cette séance de travail a été l'expansion pétrolière, avec un focus sur les activités du groupe Sonatrach au Niger, notamment les blocs de recherche et d'exploration pétrolière du champ de Kafra. Un autre sujet important a été le suivi du projet du Gazoduc Transsaharien (TSGP) qui relie le Nigeria à l'Algérie via le territoire nigérien.

La coordination technique entre les experts des deux pays a également été renforcée afin de surmonter les éventuels obstacles opérationnels. Cette rencontre a donc permis de donner une impulsion au plus haut sommet de l'État, avec le Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, accordant une audience à M. Arkab au Palais Présidentiel.

Le Général Tiani a souligné la volonté du Niger de convertir son potentiel en hydrocarbures en moteur de développement, tout en consolidant l'axe stratégique Niamey-Alger. Des instructions fermes ont été données pour accélérer la mise en œuvre des projets communs.

La visite a également été marquée par la présence de plusieurs membres du gouvernement et de hauts responsables techniques des deux pays, mettant en lumière la dimension multisectorielle de ce partenariat. Cette rencontre témoigne de la volonté des deux nations de renforcer leur coopération énergétique et de promouvoir le développement régional.

Cette visite de travail de haut niveau entre le Niger et l'Algérie a ouvert de nouvelles perspectives de collaboration dans le domaine de l'énergie, soulignant l'importance de la coopération régionale pour le développement durable et la stabilité économique de la région.

Arouna Sidibé

Lancement du recensement industriel national : Le Mali se dote d'un outil stratégique de planification



Le Ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane Diallo, a donné le coup d'envoi du recensement industriel national lors d'une cérémonie officielle qui s'est tenue ce lundi 26 janvier 2026. Cette initiative d'envergure est menée sous la houlette de la Direction Nationale de l'Industrie (DNI), en étroite collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM).

Les objectifs de ce recensement s'inscrivent dans une démarche de modernisation et de planification rigoureuse. En effet, il vise à établir une cartographie précise et actualisée du tissu industriel malien, en parfaite cohérence avec la vision nationale « Mali Kura Nietassira ka Ben 2063 ma ». Actuellement, le Mali compte environ 1 067 unités industrielles, dont plus d'une centaine d'huileries, contribuant à hauteur de 7 % au Produit Intérieur Brut (PIB). Les autorités ont l'ambition de renforcer cette contribution.

Les acteurs de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM) ainsi que l'Organisation Patronale des Industriels (OPI) considèrent ce recensement comme un moment historique pour la gouvernance industrielle du pays.

Sur le plan méthodologique, le Ministre a remis symboliquement des kits de collecte aux enquêteurs pour marquer le démarrage effectif des opérations. Il a souligné l'importance de la qualité des données recueillies et a insisté sur l'engagement des acteurs du terrain. Une campagne de sensibilisation accompagnera le processus afin de garantir la pleine coopération des chefs d'entreprise et d'assurer la fiabilité des informations collectées.

Ce recensement industriel national se présente comme un outil essentiel d'aide à la décision. Il permettra au gouvernement d'orienter de manière plus efficace les réformes à venir, de sécuriser les investissements à long terme et de favoriser une répartition plus équilibrée des activités industrielles sur l'ensemble du territoire national.

Moussa Diarra

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien



GALA DE LA FÊTE DU PRINTEMPS 2026

CMG
CHINA MEDIA GROUP

L'OCS frappe fort à Bamako : Saisies record de Kush et démantèlement de réseaux de distribution



L'Antenne de l'Office Central des Stupéfiants (OCS) de Bamako a mené, entre le 23 et le 25 janvier 2026, une série d'opérations coup de poing visant à endiguer la circulation de drogues et la consommation de substances interdites dans plusieurs quartiers de la capitale. Placées sous la conduite du Capitaine Demba Tounkara, ces interventions ont permis l'interpellation de plusieurs suspects et la saisie de quantités importantes de stupéfiants, notamment du « Kush », une drogue dérivée du cannabis aux effets particulièrement nocifs.

Le week-end a été marqué par deux saisies majeures, révélatrices de l'ampleur du trafic et de l'existence de réseaux structurés opérant à l'échelle inter-quartiers. Le vendredi 23 janvier, une première opération menée à Sébénikoro a conduit à l'arrestation d'un individu en possession de 50 grammes de Kush. La per-

quisition de son domicile a permis de découvrir 1,380 kilogramme supplémentaire de cette substance, ainsi qu'une balance de précision. Ces éléments ont confirmé l'existence d'un point de distribution actif dans le quartier, alimentant une clientèle locale.

Deux jours plus tard, le dimanche 25 janvier, une seconde intervention d'envergure a eu lieu à Magnambougou. Les agents de l'OCS ont interpellé un motocycliste transportant un sac contenant 19 bouteilles de Kush, pour un poids total estimé à 12,880 kilogrammes. Selon les premières investigations, la cargaison était destinée à un commerçant basé à Sébénikoro, mettant en lumière les circuits d'approvisionnement et la mobilité des réseaux de trafic à travers la ville de Bamako.

Outre la lutte contre les stupéfiants, l'OCS a également ciblé les lieux de consommation illicite. Dans la nuit du samedi 24 janvier, une descente a été effectuée au maquis « Le Nomade », situé à Badalabougou. Cette opération a abouti à l'interpellation de deux individus pour consommation de chicha, une pratique formellement interdite par décret, ainsi que pour opposition à l'autorité. Trente-et-un appareil de chicha ont été saisis sur place, témoignant de la persistance de ces activités malgré les interdictions en vigueur.

Ces opérations successives illustrent la stratégie de harcèlement mise en œuvre par l'Office Central des Stupéfiants afin de démanteler les réseaux de trafic et de réduire les espaces de consommation de substances dangereuses. Le Capitaine Demba Tounkara a réaffirmé la détermination de ses hommes à poursuivre sans relâche ces actions, soulignant que la lutte contre la drogue constitue avant tout un enjeu de santé publique, particulièrement face à l'émergence de nouvelles drogues de synthèse aux effets dévastateurs sur la jeunesse.

Les personnes interpellées ont été placées en garde à vue et seront présentées devant les autorités judiciaires compétentes. L'OCS appelle par ailleurs la population à une collaboration active, rappelant que la lutte contre les stupéfiants est une responsabilité collective visant à préserver la sécurité et le bien-être de tous.

Yacouba Ongoiba



Régulation des web médias au Mali : Clarifications sur la redevance et le rôle de la HAC



La question de la régulation des web médias au Mali continue de susciter débats et interrogations au sein de l'écosystème numérique. Face aux nombreuses interprétations relayées sur les réseaux sociaux, des précisions officielles ont été apportées concernant le champ d'application de la redevance annuelle et le cadre réglementaire en vigueur, notamment sous l'autorité de la Haute Autorité de la Communication (HAC).

Contrairement à certaines rumeurs persistantes, les créateurs de contenu numérique disposant de plus de 15 000 abonnés ne sont pas concernés par le paiement de la redevance annuelle. Cette catégorie d'acteurs, qui regroupe notamment les influenceurs, vidéastes et animateurs de plateformes sociales, n'est donc pas assujettie à une obligation financière spécifique liée à l'exercice de leurs activités en ligne. Toutefois, cette exemption ne signifie

nullement une absence de cadre réglementaire.

En effet, les créateurs de contenu restent soumis à la régulation de la HAC, notamment en cas de manquement aux règles éthiques, professionnelles ou juridiques en vigueur. À ce titre, la diffusion de fausses informations, les propos incitant à la haine, la diffamation ou toute autre atteinte à l'ordre public peuvent faire l'objet de sanctions, conformément aux textes applicables. La HAC réaffirme ainsi son rôle de garant de la responsabilité et de la crédibilité de l'information, quel que soit le support de diffusion.

En revanche, la situation est différente pour les promoteurs de Web TV, qui entrent dans une catégorie assimilée à des médias audiovisuels numériques structurés. Ces derniers seront assujettis au paiement d'une redevance annuelle fixée à 1 500 000 FCFA. Cette contribution vise à encadrer l'activité des Web TV, à renforcer la professionnalisation du secteur et à assurer une meilleure régulation du paysage médiatique numérique.

Il est toutefois précisé qu'aucuns frais de dossier ne seront exigés pour les Web TV déjà existantes, une mesure perçue comme un geste d'accompagnement destiné à éviter une pression financière excessive sur les structures en activité. Cette disposition vise également à encourager la mise en conformité progressive des médias numériques, dans un contexte de forte expansion du secteur.

Par ailleurs, les discussions entre les acteurs concernés et la Haute Autorité de la Communication se poursuivent. Les négociations en cours portent notamment sur les modalités pratiques d'application de la redevance, les critères de distinction entre créateurs de contenu et Web TV, ainsi que les mécanismes d'accompagnement et de sensibilisation. C'est dans ce cadre que la réunion initialement prévue a été élargie aux acteurs des médias sociaux, afin de favoriser un dialogue inclusif et de recueillir les préoccupations de l'ensemble des parties prenantes.

Cette démarche concertée traduit la volonté des autorités de concilier liberté d'expression, innovation numérique et responsabilité médiatique. Dans un environnement marqué par la montée en puissance des plateformes digitales, la régulation des web médias apparaît comme un enjeu majeur pour la crédibilité de l'information, la protection du public et la stabilité du paysage médiatique malien.

Yacouba Ongoiba



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Arrêts de travail dans l'éducation : Le CDM appelle au respect des lois et à la préservation de la stabilité sociale



Le Collectif pour la Défense des Militaires (CDM) est monté au créneau face à la recrudescence des arrêts de travail observés au sein du personnel enseignant des collectivités. Dans un communiqué rendu public, le CDM exprime son profond regret et sa vive préoccupation suite aux décisions prises par plusieurs coordinations syndicales de l'éducation d'observer des cessations de travail à compter du lundi 26 janvier 2026, invoquant des retards de paiement de salaires.

Se présentant comme une sentinelle de la Refondation du Mali, le CDM estime que ces mouvements sociaux interviennent dans un contexte où la responsabilité collective et le respect des engagements sont essentiels à la stabilité du pays. À ce titre, le Collectif rappelle que les syndicats de l'éducation sont signataires du Pacte de stabilité sociale et de croissance du 25 août 2023, un cadre consensuel qui engage l'ensemble des acteurs sociaux à privilégier le dialogue et à œuvrer pour un climat social apaisé.

Sur le plan juridique, le CDM apporte des précisions importantes. Il souligne que, conformément au Code du travail, notamment la loi n°1992-20 du 18 août 1992, un retard de salaire ne peut être juridiquement constaté qu'à l'issue du mois de travail concerné. Les paiements mensuels doivent ainsi intervenir au plus tard huit jours après la fin dudit mois. Toute action syndicale fondée sur des retards supposés avant l'expiration de ce délai légal serait donc, selon le Collectif, prématurée et non conforme aux dispositions en vigueur.



Le communiqué insiste également sur le fait que certaines correspondances administratives, notamment la lettre du ministre de l'Économie et des Finances du 19 mai 2011 et celle du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation du 24 février 2021, constituent des instructions internes adressées aux services relevant de leurs compétences respectives. Ces documents, précise le CDM, ne sauraient se substituer à la loi et ne peuvent justifier des arrêts de travail contraires au cadre légal.



Face aux conséquences potentielles de ces perturbations, notamment sur le droit à l'éducation des enfants et sur la stabilité sociale, le Collectif pour la Défense des Militaires formule plusieurs recommandations. Il exhorte les syndicats de l'éducation à se conformer strictement aux lois de la République et à privilégier le dialogue avec les autorités compétentes pour l'examen de leurs revendications. Parallèlement, il invite les autorités concernées à prendre toutes les dispositions légales et appropriées afin d'éviter toute paralysie du fonctionnement normal des établissements scolaires.

Le CDM rappelle que la Refondation et le développement du Mali reposent sur une stabilité sociale durable et sur un système éducatif apaisé, performant et inclusif. Il appelle l'ensemble des acteurs à accompagner les plus hautes autorités du pays dans la consolidation des acquis de la transition, sous le leadership du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi GOÏTA.

La redaction

Jeunesse malienne de la diaspora : Engagement, actions et perspectives selon El Hadj Mohamed El Dicko



Deuxième vice-président du Bureau exécutif national du Conseil national de la jeunesse du Mali (CNJ), chargé de l'épanouissement des jeunes de la diaspora, El Hadj Mohamed El Dicko, résident à Dakar au Sénégal, dresse un tableau rassurant et engagé de la situation des jeunes maliens vivant à l'extérieur. Dans un entretien accordé à Le Sursaut, il revient sur les actions menées par le CNJ, les relations avec les autorités et les perspectives pour l'année 2026.

Dès l'entame de ses propos, El Hadj Mohamed El Dicko a tenu à saluer les autorités maliennes, en particulier le Ministre de la Jeunesse et des Sports chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, Abdoul Kassim Fomba, pour son accompagnement constant. Il a également exprimé sa reconnaissance à l'endroit du Président du CNJ, Sory Ibrahim Cissé, ainsi qu'à l'ensemble des membres du Bureau exécutif national et des représentants de la diaspora, soulignant la lourde responsabilité qui leur incombe : redonner une nouvelle image à la faîtière de la jeunesse malienne.

Abordant la situation actuelle des jeunes de la diaspora, M. Dicko se veut optimiste. Selon lui, la mise en place des différentes sections de la diaspora a suscité un véritable engouement au sein de la jeunesse malienne à l'étranger. Bien que confrontée à de nombreux défis liés à l'immigration, cette jeunesse demeure active, mobilisée et profondément attachée aux aspirations nationales. Il souligne à cet effet les efforts consentis par les autorités, à travers le ministère de tutelle, les représentations diplomatiques et les cellules de la diaspora, pour accompagner et encadrer ces jeunes.

Sur le plan des réalisations, le deuxième vice-président du CNJ évoque plusieurs actions phares menées au cours de l'année écoulée. Il cite notamment le renforcement de la communication des Forces armées maliennes (FAMa) au sein de la diaspora en collaboration avec la Direction de l'Information et des Relations publiques des Armées (DIRPA), l'organisation de la Journée internationale de la Jeunesse du Mali, la coordination des actions liées à la gestion de la crise du carburant, ainsi que la tenue d'ateliers de renforcement des capacités à travers le programme « Minisiri ka kènè », phase jeunesse diaspora. Autant d'initiatives qui, selon lui, ont contribué à renforcer la crédibilité et la visibilité du CNJ.

Concernant les relations avec le département de tutelle, El Hadj Mohamed El Dicko parle d'une collaboration étroite et constructive. Le Ministère en charge de la Jeunesse, à travers

la politique nationale de la jeunesse, soutient activement les initiatives visant l'épanouissement des jeunes, y compris ceux de la diaspora.

Interrogé sur la participation des jeunes aux instances de décision, il affirme que le CNJ œuvre activement pour une meilleure représentativité des jeunes au sein des conseils d'administration des sociétés d'État, des institutions nationales et à travers la mise en place de commissions mixtes avec le Conseil national de Transition (CNT). Un chantier majeur, inscrit au cœur de la Charte nationale de la jeunesse.

Pour l'année 2026, les perspectives s'annoncent ambitieuses. Le CNJ entend renforcer son système d'information et d'organisation au-delà des frontières et accroître la participation des jeunes de la diaspora à la construction de l'idéal « Mali Kura ». El Hadj Mohamed El Dicko réaffirme enfin le soutien indéfectible des jeunes de la diaspora à la Transition et à ses initiatives, convaincus de leur rôle central dans l'avenir du Mali.

Yacouba Ongoiba



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

La première édition du Festival des Films sino-maliens : Un pont culturel entre la Chine et le Mali



La première édition du Festival des Films sino-maliens a été officiellement inaugurée le 22 janvier à Bamako, marquant une nouvelle étape dans le renforcement des échanges culturels entre la Chine et le Mali. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Son Excellence Monsieur LI Xiang, Ambassadeur de la République populaire de Chine au Mali, aux côtés du représentant du Ministre malien de la Culture, soulignant l'importance accordée par les deux pays à la diplomatie culturelle et au dialogue entre les peuples.

Dans son allocution, l'Ambassadeur LI Xiang a rappelé que ce festival s'inscrit dans un contexte hautement symbolique, coïncidant avec le 70 anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique ainsi qu'avec le lancement officiel de l'Année sino-africaine des échanges humains et culturels. Selon lui, cette initiative constitue une plateforme privilégiée pour approfondir la compréhension mutuelle et insuffler une nouvelle dynamique aux relations sino-maliennes, à travers le langage universel du cinéma.

Le cinéma chinois, riche de plusieurs décennies de création et d'innovation, occupe aujourd'hui une place croissante sur la scène mondiale. À travers des récits profondément



ancrés dans l'histoire, les traditions et les réalités contemporaines de la Chine, il offre au public international une immersion authentique dans la culture chinoise. Des films mettant en valeur les valeurs de solidarité, de famille, de courage et de progrès technologique témoignent de l'évolution d'une société en perpétuelle transformation, tout en restant fidèle à ses racines millénaires.

De son côté, le représentant du Ministre de la Culture du Mali a salué l'initiative, estimant que ce festival contribuera significativement à renforcer la compréhension mutuelle et l'amitié entre les peuples chinois et malien. Il a souligné que le cinéma constitue un puissant outil de rapprochement culturel, capable de transcender les frontières linguistiques et géographiques, tout en favorisant le respect et l'ouverture entre les nations.

Prévu jusqu'au 27 janvier, le Festival des Films sino-maliens propose la projection de quinze films chinois et maliens dans diverses institutions culturelles, universités et communautés à travers le pays. Cette programmation variée permet au public malien de découvrir la diversité et la richesse du cinéma chinois, allant des œuvres historiques aux productions contemporaines, tout en offrant aux films maliens une visibilité accrue dans un cadre d'échanges culturels internationaux.

Au-delà des projections, ce festival se veut un espace de dialogue et de partage, favorisant les rencontres entre cinéastes, étudiants, passionnés de cinéma et acteurs culturels. Il illustre la volonté de la Chine de promouvoir son patrimoine culturel et cinématographique à l'échelle mondiale, tout en soutenant les échanges Sud-Sud et la coopération culturelle avec l'Afrique.

En initiant ce festival, la Chine et le Mali réaffirment leur engagement commun en faveur d'une coopération culturelle durable, fondée sur le respect mutuel et l'enrichissement réciproque. Le Festival des Films sino-maliens s'impose ainsi comme un symbole fort de l'amitié sino-malienne et comme une vitrine du cinéma chinois dans le monde.

Moctar Sow

Guinée : Amadou Oury Bah reconduit Premier ministre



Le 27 janvier à Conakry, l'ancien Premier ministre guinéen Amadou Oury Bah a été reconduit dans ses fonctions de Premier ministre, selon un décret présidentiel diffusé lundi soir à la télévision nationale. Cette décision a été prise par le président de la République, Mamadi Doumbouya, sur avis du Conseil national de la transition (CNT), organe législatif de la période de transition.

La mission principale de M. Bah sera de coordonner l'action gouvernementale et de veiller à la mise en œuvre de la politique du gouvernement, en particulier dans le domaine du développement socio-économique du pays.

Par ailleurs, un second décret signé par le président Doumbouya a annoncé la composition du nouveau gouvernement, qui compte 27 ministères, ainsi que deux secrétariats : l'un aux affaires générales du gouvernement et l'autre aux affaires religieuses.

Cette reconduction intervient après la démission de Amadou Oury Bah et de son gouvernement, cinq jours après l'investiture du président Doumbouya pour un mandat de sept ans. Cette décision vise à assurer la continuité et la stabilité du gouvernement dans un contexte de transition politique.

Amadou Oury Bah, qui avait déjà occupé le poste de Premier ministre, aura donc la lourde tâche de guider le pays vers le développement socio-économique dans les prochaines étapes de la transition politique en Guinée.

Arouna Sidibé

Mort d'Alex Pretti : Obama et Clinton appellent à défendre les valeurs fondamentales des États-Unis

Après la mort tragique d'Alex Pretti, un infirmier américain de 37 ans tué lors d'une manifestation contre des opérations de la police de l'immigration (ICE) à Minneapolis, les ex-présidents démocrates Bill Clinton et Barack Obama ont lancé un appel vibrant aux Américains pour défendre les valeurs fondamentales de la nation.

Barack Obama a déclaré que le meurtre d'Alex Pretti devrait servir d'avertissement à tous les Américains, indépendamment de leur affiliation politique, quant à la menace croissante qui pèse sur nombre de nos valeurs fondamentales en tant que nation. Il a souligné l'importance de se lever et de s'exprimer pour protéger ces valeurs essentielles.

L'ancien président a également critiqué les tactiques de harcèlement, d'intimidation et de provocation utilisées par certains agents fédéraux de l'ICE, appelant à un respect de la légalité et de la collaboration avec les autorités locales pour assurer la sécurité publique.

Bill Clinton s'est joint à cet appel en soulignant que chaque Américain devrait soutenir





les manifestations pacifiques qui secouent Minneapolis et d'autres régions du pays, tout en condamnant les mensonges de l'administration Trump concernant la mort d'Alex Pretti et d'autres victimes comme Renée Good.

La ville de Minneapolis est le théâtre d'un mouvement de protestation contre la présence de l'ICE, mouvement qui s'est intensifié suite à la mort d'Alex Pretti. Malgré les accusations de la ministre de la Sécurité intérieure Kristi Noem qualifiant Alex Pretti de "terroriste", des vidéos de l'événement semblent contredire cette version et montrent un contexte différent de celui avancé par les autorités.

Les ex-présidents démocrates ont appelé à l'unité et à l'action pour défendre les valeurs américaines menacées, exhortant chaque citoyen à se mobiliser pour la démocratie et la justice.Il semble que le passage que vous avez partagé fasse référence à un événement tragique impliquant la mort d'Alex Pretti et aux réactions politiques qui ont suivi. Selon le récit, Alex Pretti aurait été abattu par des agents de police dans des circonstances controversées. Les parents d'Alex Pretti ont exprimé leur douleur et ont rejeté les déclarations de l'administration Trump les concernant. De son côté, Donald Trump a pointé du doigt les élus démocrates pour ces décès, suscitant des réactions et des débats politiques.

Une enquête a été ouverte pour faire la lumière sur les événements ayant conduit à la mort d'Alex Pretti. Le gouverneur démocrate du Minnesota a appelé à ce que l'enquête soit menée par les autorités locales, exprimant une certaine méfiance envers les autorités fédérales dans ce contexte.

Arouna Sidibé

Offre à 450 millions d'euros : Sergio Ramos négocie l'acquisition du Séville FC



Un groupe d'actionnaires du club andalou a accepté d'entrer en négociations avec le joueur originaire de Camas, Sergio Ramos, dans le but de faire de lui un investisseur clé du Séville FC. Sergio Ramos entretient un lien profond avec le club, ayant été formé à la cantera de Nervion et ayant joué trois saisons avec l'équipe première avant de rejoindre le Real Madrid. Après un passage de 16 saisons chez les Merengues et deux saisons au PSG, il est revenu brièvement au Séville FC avant de s'engager avec Monterrey.

Le nom de Sergio Ramos a toujours été étroitement associé au Séville FC, et il y a eu des spéculations sur un possible retour en tant que joueur il y a quelques mois. Cependant, cette fois-ci, il s'agirait d'un retour en tant qu'investisseur. Selon des informations de la Cadena Ser, une partie importante du conseil d'administration du club aurait accepté d'ouvrir des négociations sur une offre présentée par le champion du monde espagnol, qui s'élèverait à environ 450 millions d'euros.

Les actionnaires ont signé une lettre d'intention s'engageant à négocier exclusivement avec Sergio Ramos pour la vente du club, lui permettant ainsi d'examiner la situation financière du Séville FC. Son associé Martin Ink, de Five Eleven Capital, est également impliqué dans cet accord. Avec cette offre sur la table, le groupe représentant Sergio Ramos a désormais la possibilité de procéder à un audit du club andalou, qui a connu des hauts et des bas financiers ces dernières années.

Cette potentielle collaboration entre Sergio Ramos et le Séville FC pourrait marquer un tournant dans l'histoire du club andalou, avec l'arrivée d'un investisseur de renom et d'un ancien joueur emblématique. Les négociations en cours laissent entrevoir des changements significatifs à venir pour le club, tant sur le plan financier que sur le plan sportif. Les supporters du Séville FC attendent avec impatience de voir comment cette nouvelle alliance pourrait façonner l'avenir de leur équipe favorite.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Tout va très vite aujourd'hui, vous serez assailli de demandes en tout genre. Ne dites pas oui à tout le monde. C'est en passant à la vitesse inférieure que vous serez le plus efficace, de boire régulièrement vous aiderait à soutenir votre énergie. Vous avez le sourire, votre bonne humeur est communicative et vous instaurez une agréable ambiance autour de vous. Quel que soit le domaine, le climat ambiant vous donne l'occasion d'échanger plus sincèrement et avec plus de profondeur avec votre entourage.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous devrez faire preuve de ténacité et ralentir votre rythme pour vous dégager d'une contrainte. Évitez les discussions houleuses qui vous vident de votre énergie, vous y gagnerez n'en doutez pas, méditer vous ressourcerait positivement. Dans votre esprit aujourd'hui un peu d'exotisme et ça fait du bien. Rien qu'en fermant les yeux vous voyagez. Vous arrivez à vous détendre vous visualisez des paysages qui vous font du bien. La détente reste un de vos grands plaisirs

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La fin d'un problème se profile sans rien forcer. Cette facilité vous donne des ailes, dans le bon sens. D'anciennes émotions surgissent, ce sont elles qui vous empêchent de vous détendre nerveusement parlant.
C'est avec facilité et sans vous emporter que vous êtes prêt à saisir les opportunités qui se présentent à vous. Vous faites preuve d'un calme olympien qui va vous permettre de maîtriser les événements et d'opter pour les choix qui vous correspondent le mieux.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez beaucoup de choses à faire. Vous avez tellement d'occasions que vous ne savez pas trop laquelle choisir. Vous devez développer votre sens pratique et vous montrer sélectif, tant dans le choix de vos projets que celui de vos partenaires. Si vous voulez survivre à cette journée frénétique, il va falloir vous adapter ! Les opportunités se cassent dans les rencontres, les échanges et les déplacements. Ce n'est en restant le nez dans vos soucis que vous ferez évoluer la situation, levez les yeux !

Lion (22 juillet - 23 août)

Même si vous devez jouer un rôle de surface, vous tiendrez bon avec le sourire... Mais sûrement pas toute la journée ! Vous êtes plus agréable avec les autres, cela vous ouvre des portes insoupçonnées.
Grâce à votre sincérité et à votre bonne humeur, vous avez toutes vos chances de résoudre vos éventuels problèmes sentimentaux, d'apporter la paix dans vos échanges, vous réconcilier avec vous-même et avec les autres et de profiter pleinement de vos proches.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous n'êtes pas à prendre avec des pincettes aujourd'hui. Méfiez-vous de vos propos qui pourraient rapidement dépasser vos pensées. Si vous ne souhaitez pas que le torchon brûle entre vous et les autres, faites des efforts de communication.
Vous aurez probablement du mal à vous concentrer, une tendance à l'éparpillement et à la distraction. Passez donc à des activités plus physiques ou manuelles, cela vous fera le plus grand bien en éliminant le trop-plein de nervosité.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Le jeu au sens large dominera largement vos échanges, aujourd'hui. Les joutes verbales seront décidément passionnantes, votre sens de la repartie vous permet de pimenter vos relations dans la bonne direction.
Sur le plan relationnel vous rayonnez. Vous avez l'occasion de vivre des échanges particulièrement constructifs. Vous êtes disposé à partager votre temps en ne négligeant personne. Bonne nouvelle, votre entourage vous retrouve tel que vous êtes et tel qu'il vous apprécie !

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous verrez la vie en plusieurs dimensions, aujourd'hui. Votre libre expression vous ouvre des perspectives nouvelles. Votre forme mérite quelques ménagements. Prenez des précautions si vous devez faire un effort brutal.
C'est votre entourage professionnel qui domine cette journée, votre sens de l'adaptation vous est très utile. Ce n'est pas le moment de vous fâcher avec vos collaborateurs pour des détails pratiques, relativisez absolument.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous avez mûri vos perspectives d'avenir de façon réaliste et cela se sent autour de vous. Vous êtes en bonne forme pour vous lancer dans le théâtre social, vous auriez besoin de vous aérer malgré tout.
Très sociable et de bonne humeur, vous vous sentez pleinement à l'aise pour entretenir de bons rapports avec vos multiples relations et pour cultiver un brin de fantaisie avec votre partenaire. Pour votre plus grand plaisir, le climat actuel vous invite à bouger dans tous les sens.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Rapprochez-vous de la convivialité de vos amis, de vos bases. La solitude n'est pas recommandée pour votre moral, aujourd'hui. Vous avez besoin de vous aérer et de vous ressourcer en vous rapprochant d'un meilleur équilibre de vie.
Ne commencez pas une tâche pénible si vous pouvez la reporter, vous êtes d'humeur trop distraite pour vous focaliser sur un problème ardu. Vous serez plus efficace dans les jeux de l'esprit mais aussi, plus concrètement, dans la vente ou la représentation.

Verseau (20 janvier - 19 février)

C'est grâce à vos liens que vous préparez au mieux les changements dont vous avez envie. Tournez-vous vers les autres. Vous auriez raison de vous délasser et d'écouter davantage vos besoins de base sans fierté mal placée, dormez davantage.
Tout va bien, vous n'avez peur de rien et vous êtes de super bonne humeur. Votre joie de vivre est communicative et vous permet de profiter des plaisirs de la vie en toute liberté. Que demander de plus !

Poisson (19 février - 21 mars)

Un retour sur votre passé se présente à vous, que ce soit par un souvenir, une personne, une situation similaire qui se renouvelle... C'est l'occasion idéale de dépasser cette question une fois pour toutes.
Vous êtes bien inspiré pour utiliser les courants utiles et exposer clairement vos intentions mais si des nuages s'amoncellent et si vous vous sentez coincé dans un contexte qui vous échappe, marchez alors sur des œufs !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com